

LIBYE

L'Europe s'en va et l'Otan prend sa place

En Libye, l'Europe s'en va et l'Otan prend sa place. Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne a acté cette vérité.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Plusieurs pays, membres, pourtant, de droit et de fait du club des 27, c'est-à-dire l'Union européenne, ont dit leur «désapprobation», leurs «inquiétudes» et même, pour certains (Allemagne, notamment) leur «désaccord». L'enjeu d'avant-hier et d'hier de Bruxelles était de taille, historique. Les décideurs de l'Union devaient avaler une grosse couleuvre venue des USA.

Passer le relais de l'intervention coalisée en Libye à l'Otan, exit le Royaume-Uni, la France et tutti quanti. C'est à l'Alliance, et à elle seule, que reviendra la mission d'appliquer la résolution 1973 des Nations-

Unies permettant l'usage de la force contre El Gueddafi.

L'Otan, dont le principal siège est à Bruxelles comme ceux de toutes les institutions européennes, s'affaira, à partir de lundi (au plus tard mardi), à commander en Tripolitaine et en Cyrénaïque. On est loin, très loin, des «populations civiles à sauver», des «droits de l'homme et du peuple libyens...».

On n'a pas évoqué, lors de ce conclave, l'insurrection contre El Gueddafi, l'avenir de la Libye, avec ou sans Mouammar. Contrairement aux premiers jours de l'expédition punitive contre Tripoli, la



Photo : Samir Sid.

voix de la France s'est, cette fois, faite discrète, tousotante. Paris a eu la défaite politique modeste.

On ne discute pas, pas même en Union européenne, les ordres de

Washington. Et ces derniers sont clairs comme l'eau de roche. C'est un traité de Washington, précisément, c'est-à-dire l'Otan, en anglais NATO, d'entrer en guerre contre la Libye.

Sarkozy et Alain Juppé, dont le caquet a été rabaisé lors de ce sommet, pouront toujours déclarer et tenter de vendre l'impossible, l'ubuesque. Faire croire qu'il y a des

connexions entre la direction politique des opérations et l'engagement dit technique de l'Otan, c'est naturellement faux.

L'Otan ne fait pas dans le technique, il fait dans le militaire. Depuis les Balkans et, dorénavant, la Libye, c'est du militaro-politique.

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement a eu à parler du Portugal – ce n'est pas reluisant, loin s'en faut – et des autres crises majeures financières qui s'annoncent dans d'autres cieux européens. Dans celui de l'Espagne, d'habitude si bleu, si limpide, si méditerranéen. S'il fallait une preuve, une autre, que l'Europe de la défense et de la diplomatie communes était une chimère, la tragédie libyenne le rappelle, hélas, de façon cinglante. Sans appel.

A. M.

LA RÉVOLUTION LIBYENNE

Ses ennemis et leurs alliés objectifs

Par Zineddine Sekfali,
ancien ministre

Lors de la réunion extraordinaire des ministres arabes des Affaires étrangères, tenue au Caire le 12 mars 2011, l'Algérie a soutenu l'idée que la Ligue arabe n'avait pas dans ses attributions celle de créer une zone d'exclusion aérienne (ZEA) sur la Libye. Tout le monde sait, du reste, qu'elle a très peu de pouvoir et je dirais, aussi, une influence très limitée sur les affaires du monde.

Mais en arguant de ce point de procédure, l'Algérie soulevait ce que les praticiens du droit et en général les juristes appellent une exception d'incompétence ou encore une question préjudicielle. C'est là une pratique légale, connue de tous et reconnue partout. Ces exceptions d'incompétence ont pour effet, quand elles sont admises par l'organisme devant lequel elles sont soulevées, d'empêcher que la question de fond ne soit abordée et tranchée par ce même organisme.

Il est vrai qu'il arrive que certaines parties n'invoquent de telles exceptions que dans un but dilatoire, c'est-à-dire dans l'intention de faire retarder l'issue de la procédure engagée par les adversaires. Ce ne fut pas le cas de l'Algérie qui n'était en l'espèce l'adversaire ni des insurgés libyens, qui appelaient à l'aide la communauté internationale, ni du gouvernement libyen pour qui la Ligue arabe n'a pas à s'ingérer dans les affaires intérieures de la Libye. Mais une chose paraît sûre : l'Algérie n'a pas abordé le fond de l'affaire qui est celui de savoir si la ZEA envisagée constituait un moyen de faire cesser les graves massacres qui se préparaient contre des Libyens par leurs propres dirigeants. Cette mesure était, faut-il le rappeler, réclamée

par les insurgés libyens eux-mêmes et bien entendu rejetée par l'Etat libyen qui la dénonçait comme étant une atteinte à sa souveraineté.

Cependant, l'Algérie aurait pu, après avoir exposé l'exception d'incompétence, aborder cette question de fond ne serait-ce que de manière subsidiaire ; cela ne l'aurait engagée en rien, car dans la Ligue arabe, les questions examinées ne donnent jamais lieu à des votes ; on y procède par consensus, ce qui signifie que les décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité.

C'est ainsi que s'explique le fait que cette organisation régionale ne prend quasiment jamais de décision. C'est cela qui, au demeurant, la rend totalement impuissante. De surcroît ce qui était demandé à la Ligue arabe lors de sa réunion du 13 mars dernier, ce n'était pas de prendre une décision formelle sur la création d'une ZEA, mais simplement de donner son avis au Conseil de sécurité de l'ONU sur l'opportunité d'instaurer une ZEA, sachant, par ailleurs, que seule cette organisation est compétente pour prendre une telle mesure.

En d'autres termes, la communauté internationale voulait consulter les gouvernements arabes sur ce qu'ils pensent de cette mesure concernant un pays arabe, dont le peuple était exposé à un massacre imminent. Il semblerait donc que, exception faite de la Syrie et de l'Algérie, les 19 autres pays – la Libye étant suspendue de la Ligue arabe, en raison précisément des graves violences qui avaient été déjà commises sur ses populations – n'étaient pas opposés à la mesure préconisée et que certains y étaient franchement favorables.

Rappelons, en effet, que les

pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) avaient donné, trois jours auparavant, leur accord à l'instauration de cette ZEA. Réuni à Paris le 15 du même mois, le G8 débatta de la question et renverra au Conseil de sécurité le soin de trancher. C'est le 17 mars que le Conseil de sécurité rendra, au cours d'une séance retransmise en direct par les télévisions du monde, sa décision en approuvant la mesure par 10 oui (9 pouvaient suffire), 0 non et 5 absentions (Russie-Chine-Inde-Brésil-Allemagne). Ce qui est remarquable, c'est qu'aucun veto ne fut opposé.

On suppose que la Russie et la Chine n'ont pas utilisé leur droit de veto parce que tout le monde avait conscience que ce veto aurait coûté très cher aux populations libyennes alors exposées à un péril grave et imminent. Il y avait, j'aime à le croire, quelque chose d'humain dans le refus de ces deux Etats membres permanents du Conseil de sécurité, d'utiliser leur droit de veto. Ils ont cependant préféré s'abstenir au lieu de voter oui. Là, on a tous bien compris que ce sont les intérêts politiques nationaux et un certain nationalisme qui ont prévalu.

Qu'on me pardonne ce langage très peu diplomatique : la Russie a des problèmes avec les Tchétchènes et la Chine en a un avec les Tibétains. Un vote positif pourrait un jour être invoqué comme précédent contre ces Etats. Par contre, on a de la peine à s'expliquer l'abstention de l'Inde et du Brésil : est-ce par une sorte de pacifisme «pavlovien», comme l'a dit quelqu'un ? Est-ce dans un souci de ménager l'avenir et les bonnes affaires ? Est-ce par désintérêt pour ce «printemps arabe» aussi soudain qu'inattendu ? Quant à l'abstention de

l'Allemagne, elle nous est absolument incompréhensible, comme elle l'est du reste à beaucoup d'Allemands, si l'on en croit la presse internationale.

La position du gouvernement allemand actuel est très surprenante pour ceux qui se souviennent que Kant a dit : «La Révolution est morale dans son essence» et que Hegel et Goethe ont vu dans la Révolution, l'un «une aurore splendide» et l'autre «les premières clartés du nouveau soleil» ! Il est bien loin le temps de la philosophie allemande !

Mais ce qui est le plus affligeant, c'est le bavardage et le pinaillage qui se développent depuis deux ou trois jours chez les uns et les autres, à propos des frappes aériennes, qui ont cependant sauvé beaucoup de Libyens, plus particulièrement les Benghaziis, de la boucherie qui leur était promise et annoncée via la télévision et la radio libyennes, tantôt par le guide lui-même, tantôt par son fils.

Curieuses réactions, en effet, que celles auxquelles on assiste ces derniers jours ; on cherche, semble-t-il, à culpabiliser les victimes et à victimiser les coupables ! Pourtant, nous avons tous bien vu des blindés, des véhicules lourdement armés et des orgues de Staline, tapis aux environs et dans les banlieues des villes libyennes. Ils pilonnent encore Misrata, Zantan, etc, après Zaouiya et Benghazi...

Mais qui est donc l'ennemi de cette armée libyenne, si ce n'est le peuple libyen lui-même ? Arrêter les interventions aériennes sous prétexte que la zone d'exclusion est devenue effective, n'est-ce pas ouvrir de nouveau la voie aux chars et autres engins de la mort, qui auront vite fait de se déployer autour des villes rebelles et ouvrir

le feu sur la population ? Comble de l'ironie : la ZEA que l'on a établie pour protéger les populations profitera alors à ceux qui répriment ces populations. Grâce à la ZEA, les bourreaux pourraient alors opérer à leur aise, en toute tranquillité et sécurité !

Enfin, il me semble qu'on a atteint le summum de l'irrationnel quand on se croit autorisé de faire grief aux insurgés libyens d'avoir appelé à l'aide la communauté internationale, et en somme de ne pas s'être libérés par eux-mêmes, tout seuls, comme l'ont fait les Tunisiens et les Égyptiens.

Mais ne voient-ils pas que ni l'armée tunisienne, ni l'armée égyptienne ne s'étaient comportées comme l'armée libyenne, qui, à ce jour encore, se conduit comme des milices privées, des bandes à gages et surtout comme une police politique mais dotée, à la différence des polices classiques, d'un armement lourd, des armes et des matériels de guerre.

Quant à nos sympathiques amis de l'Amérique latine qui réduisent – en toute bonne foi, je le crois – le soulèvement démocratique en Libye et dans le monde arabe, à des complots machiavéliques nord-américains pour la maîtrise des champs pétroliers du Moyen-Orient, ils devraient revoir leurs grilles d'analyse et d'évaluation : il n'y a de pétrole ni en Tunisie, ni en Égypte, ni au Yémen, ni en Syrie.

Par contre, il souffle sur ces pays et d'autres encore dans cette partie du monde, un vent de liberté, dont seule l'Histoire a le secret. Nos amis «latinos» ne peuvent pas rester aveugles à ce phénomène historique, dont il ne va résulter que des changements positifs pour les peuples du monde arabe.

Z. S.